

DOSSIER

TERRITOIRES OCCUPÉS

Les réactions des "Palestiniens de l'intérieur" à la résolution politique du CNP

Il faut, je crois, faire une nette différence entre, d'une part, la proclamation de l'Etat palestinien (voir texte dans *Pour la Palestine*, n° 24, p. 6-8) et, d'autre part, la résolution politique, complétée par la suite par les déclarations de Yasser Arafat sur l'adoption des résolutions 242 et 338 pour base de départ de la convocation d'une conférence internationale. La proclamation de l'Etat palestinien a suscité un enthousiasme général dans les Territoires occupés. Même si, pour une question de principe, les islamistes jugent prématurée une telle proclamation, la fierté nationale pouvait se remarquer chez eux aussi, ce jour là. La résolution politique, elle, a été loin de susciter l'unanimité.

Les opposants irréductibles à la reconnaissance d'Israël sont connus : partisans des organisations du refus liées à Damas (FPLP-CG, Fath-Commandement provisoire, etc.), peu nombreux dans les Territoires occupés, islamistes beaucoup mieux implantés surtout à Gaza et une frange frondeuse des organisations signataires du document du CNP (Fath, FDLP et surtout FPLP) difficilement évaluable. Les islamistes ont tenu le discours le plus violent sur "la trahison" et la "capitulation" des auteurs de telles déclarations tandis que le FPLP, en signe de refus, publiait un tract différent du communiqué du Commandement national unifié, appelant à une grève générale le 29 novembre, date anniversaire du plan de partage de 1947 dont la dénonciation commémorative n'avait plus lieu d'être pour les signataires du CNP.

Le sentiment du devoir accompli m'est apparu plus répandu dans les Territoires occupés chez les partisans du CNP que la joie débordante : pour certains, la reconnaissance d'Israël et la coexistence de deux Etats se faisaient au nom de l'internationalisme révolutionnaire, pour d'autres, il s'agissait d'une nécessité liée à une analyse jugée pragmatique des rapports de force régionaux et internationaux : dans les deux cas, de toutes façons, la reconnaissance de celui qui, chaque jour, tue, blesse, emprisonne, et qui, depuis 22 ans pour les uns, 40 ans pour d'autres, exproprie et colonise, ne

peut se faire en chantant.

Le grand enjeu pour les islamistes consiste à se poser comme élément légitime de la scène politique palestinienne, alors même que l'OLP, avec laquelle ils marquent leur distance, monopolise la légitimité politique issue de la résistance. Pour bien comprendre ce qui se passe, il faut, je crois, établir des distinctions entre le Jihad et le Mouvement de la résistance islamique lié aux Frères musulmans.

Distinguer le Jihad du Mouvement de la résistance islamique

Le Jihad, par la multiplication des opérations armées anti-Israéliennes en 1986-1987, a joué un rôle très important dans le réchauffement du front intérieur qui a débouché sur le soulèvement. Sa participation effective à la lutte anti-Israélienne lui a donné une légitimité que nul n'a mis en doute, amenant même beaucoup à parler, sans doute à tort, de sa participation au Commandement national unifié du soulèvement au début de 1988. La répression Israélienne a été sans pitié : quatre de ses cadres locaux les plus élevés ont été déportés tandis que ses dirigeants à l'extérieur ont été assassinés (trois d'entre eux sont tués dans l'explosion de leur voiture à Limassol le 13 février ; même si les raisons dépassent de beaucoup le Jihad, il ne faut pas oublier non plus le meurtre d'Abu Jihad, le 16 avril, artisan des liens entre le Fath et les Brigades du Jihad). Leur participation à la lutte armée avait sans doute gommé un peu trop vite les différences politiques profondes avec le courant majoritaire de l'OLP, différences qui sont récemment réapparues par une critique virulente des décisions du CNP. Les Frères musulmans, à la différence du Jihad, n'avaient jusqu'à présent jamais bénéficié de la légitimité politique consensuelle. Depuis dix ans, ils s'étaient abstenus de combattre Israël, préférant réislamiser parfois autoritairement la société et combattre le communisme. Pour se poser en alternative politique de l'OLP, il leur fallait la légitimité qui ne

peut s'acquérir que par la lutte quotidienne contre l'occupant. La création de Hamas a visé cet objectif.

La multiplication des initiatives diplomatiques de l'OLP depuis l'été 1988 a conduit le Mouvement à accroître sa présence sur le terrain et à multiplier les appels à l'unité populaire tout en condamnant les "politiques capitulaires" sans jamais désigner l'OLP. Après une période de frictions très fortes durant l'été, une sorte de *modus vivendi* entre l'OLP et Hamas est maintenant de retour sur le terrain, tandis que les déclarations politiques divergentes se multiplient. Les islamistes parient sur l'échec des initiatives diplomatiques actuelles et s'attendent à récupérer alors les déçus de l'OLP.

Répression accrue par balles

Face aux menaces politiques de plus en plus grandes (intérieures et extérieures), le gouvernement Israélien cherche à éteindre le soulèvement par une répression accrue : une généralisation de l'utilisation des balles plastiques (faites en réalité de métal mêlé à du plastique) a multiplié le nombre de morts et de blessés graves tandis que les peines prononcées contre les lanceurs de pierres et leurs familles ont été considérablement aggravées : le 24 janvier, Hani Sulayman, 16 ans, a été condamné par la cour militaire de Gaza à une peine de 5 ans de prison pour avoir jeté une pierre sur un soldat à Dayr Balah le 13 janvier ; le juge militaire a justifié sa décision en déclarant que le jeteur de pierre vise à tuer : "Je n'accepte pas que l'on réclame qu'un jeteur de pierre encoure une peine plus légère que l'utilisateur d'arme à munition réelle". Le *Jerusalem Post* (25 janvier 89) qui apporte l'information précise : "Ce jour là, l'armée n'a fait état parmi ses rangs d'aucun blessé par pierres dans la Bande de Gaza". Plusieurs centaines de nouveaux réfugiés campent maintenant à côté de leur maison dynamitée ou scellée par l'armée. Malgré la répression, et même à cause d'elle, nul ne songe à arrêter le soulèvement, au risque d'avoir payé en vain un prix aussi élevé.

Jean-François Legrain